

Programme d'appui aux composantes légale et prévôtale de la Force conjointe pour un meilleur fonctionnement de la Justice militaire dans les pays du G5 Sahel

Termes de référence

Coordination du Programme d'appui aux composantes légale et prévôtale de la Force conjointe pour un meilleur fonctionnement de la Justice militaire dans les pays du G5 Sahel

Intitulé du poste : Coordinateur/trice de terrain

Lieu : Bamako, et déplacements à prévoir en France, Mauritanie, Burkina Faso, Niger, Tchad

Durée de la mission : 12 mois renouvelable

Date prise de fonction : 1^{er} mars 2022 (estimation)

Type de contrat : CDD-U

A. PRESENTATION D'EXPERTISE FRANCE

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. En tant qu'agence française de coopération technique internationale, Expertise France s'engage dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et de l'Accord de Paris. Pour cela, Expertise France travaille en lien étroit avec les institutions publiques françaises mais aussi avec l'Union Européenne pour répondre à la demande de pays partenaires qui souhaitent renforcer la qualité de leurs politiques publiques pour relever ces défis. Plus spécifiquement, l'agence coordonne et met en œuvre des projets d'envergure nationale ou régionale dans les principaux domaines de l'action publique :

- Gouvernance démocratique, économique et financière
- Paix, stabilité et sécurité
- Climat, biodiversité et développement durable
- Santé et développement humain

Expertise France favorise la prise en compte des questions de genre de façon transversale dans ces quatre domaines, à tous les niveaux et toutes les étapes du développement des projets. L'agence œuvre ainsi pour l'égalité de genre, condition essentielle du développement durable.

B. CONTEXTE ET DESCRIPTION DU PROJET

En février 2014, les États sahéliens fondent le G5 Sahel sur deux piliers principaux, la sécurité et le développement. Afin de répondre à l'insécurité liée à la présence de groupes terroristes, la criminalité transfrontalière et le banditisme armée, et à la lumière de l'aggravation de la détérioration de la situation dans la région, notamment dans le centre du Mali et dans les zones nord du Burkina Faso, les Chefs d'État des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) ont décidé le 7 février

2017 de créer la **Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S)**. L'objectif de cette initiative est de mutualiser les efforts des États du G5 Sahel dans la lutte contre les menaces sécuritaires communes, en vue d'assurer un environnement favorable au développement socio-économique de la région.

La FC-G5S couvre un vaste espace géographique, s'étendant sur 3,300 km d'Ouest en Est et sur 1,600km du Nord au Sud. Elle rassemble en tout **8 bataillons** issus des forces armées des 5 pays répartis sur **3 zones d'opérations appelées « fuseaux »** (consistant en une bande de 100 km de chaque côté des frontières des cinq pays).

Dans son paragraphe VII relatif aux Objectifs Spécifiques de la FC-G5S, le CONOPS Stratégique de la Force conjointe dispose que « **la Force conjointe disposera de compétences prévôtales en matière de Police judiciaire et de Renseignement pour appuyer l'action militaire** ».

La judiciarisation consiste à transmettre aux autorités judiciaires les résultats des opérations de la force militaire (personnes capturées, indices recueillis, saisies, images, etc.), par le biais de procédures dûment élaborées, en conformité avec les législations nationales, et dans le strict respect des droits humains et du Droit international humanitaire.

La FC-G5S a bénéficié à ce jour de différents appuis au profit de sa Composante Militaire et de sa Composante Police, notamment par l'Union européenne. Dans la continuité de ces appuis, un nouveau « Programme d'appui aux composantes légale et prévôtale de la Force conjointe pour un meilleur fonctionnement de la Justice militaire dans les pays du G5 Sahel » a été confié à Expertise France, avec pour objectif de contribuer à renforcer la lutte contre l'impunité et les capacités de judiciarisation de la Force conjointe du G5 Sahel afin de lutter contre les groupes armés terroristes (GAT) et les groupes criminels organisés (GCO) dans le respect des droits humains et du droit international humanitaire. Les résultats escomptés du programme seront les suivants :

- R1 : Les capacités opérationnelles des unités légales et prévôtales de la Force conjointe G5S sont durablement améliorées en termes d'équipements et d'infrastructure.
- R2 : Les capacités des unités prévôtales à accomplir leur mandat de manière compétente et professionnelles sont renforcées.
- R3 : La collaboration entre les différents acteurs de la chaîne de judiciarisation des opérations militaires de la FC-G5S et les dispositifs nationaux de justice sont renforcés.

C. DESCRIPTIF DE LA MISSION

Expert/e dans le domaine de la coordination internationale, de la gestion de projets et de la sécurité, le/la Coordinateur/riche de terrain est responsable de la mise en œuvre du Programme d'appui aux composantes légale et prévôtale de la FC-G5S pour un meilleur fonctionnement de la justice militaire au sein des pays du G5 Sahel. En ce sens, il/elle assure la supervision quotidienne des actions réalisées par une équipe projet composée d'expert(s) long et court termes et de partenaires de mise en œuvre (entreprises locales, organisations de la société civile ou non gouvernementale, etc.). Il/elle est le/la représentant/e du projet d'Expertise France sur place, auprès des autorités nationales, du bailleur et de l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Il/elle assure la supervision des actions réalisées par les expert(s) court-terme qui seront mobilisés pour la mise en œuvre de certaines activités du projet.

Sous la responsabilité et le pilotage du siège d'Expertise France (Département Paix, Stabilité et Sécurité/Pôle Renforcement des Forces de Défense et de Sécurité), le/la Coordinateur/riche est chargé(e) de la coordination générale, sur le terrain, de ce programme visant à contribuer à renforcer la lutte contre l'impunité et les capacités de judiciarisation de la Force conjointe du G5 Sahel afin de lutter contre les groupes armés terroristes (GAT) et les groupes criminels organisés (GCO) dans le respect des droits humains et du droit international humanitaire.

Le/la Coordinateur/rice de projet détient l'autorité et la responsabilité de gérer le projet au quotidien pour le compte de la chefferie de projet d'Expertise France, et ce dans les limites convenues avec le siège.

La responsabilité principale du/de la Coordinateur/rice de projet est de s'assurer que le projet livre les produits requis en respectant les tolérances spécifiées en matière de durée, coûts, qualité, périmètre, risques et résultats escomptés.

Responsabilités :

Les responsabilités du/de la Coordinateur/rice de projet couvrent les aspects suivants :

- Assurer la représentation d'Expertise France auprès des partenaires du projet, en lien avec les partenaires institutionnels et en prenant en compte leurs rôles et la complexité de l'environnement de mise en œuvre du projet (institutions du G5 Sahel ; différents acteurs européens ; autres acteurs internationaux et projets d'appui ; etc.).
- Communiquer avec la direction du projet (siège d'EF) et le/les responsables de programme (Union Européenne) pour s'assurer que les activités prévues sont mises en œuvre selon les critères élaborés dans la description de l'action.
- Gérer les flux d'information entre les niveaux de direction de projet et le terrain.
- Diriger et motiver l'équipe-projet déployée sur le terrain.
- Gérer la production des livrables et produits, en prenant la responsabilité de la progression générale et de l'utilisation des ressources et engager – en concertation avec EF – les actions correctives si nécessaire.
- Mettre en place, adapter et gérer les procédures d'EF : passations de marché selon les règles des marchés publics, gestion des risques, contrôle des incidences et des changements, communication, comptabilité/finance.
- Mettre en place et gérer les contrôles et moyens de rapportage :
 - Rapports de progression ;
 - Rapports de retours d'expérience ;
 - Rapports intermédiaires et finaux ;
- Assurer l'exécution des activités/lots de travaux autorisés.
- Conseiller la direction de projet et le Comité de suivi du projet sur les éventuelles déviations par rapport aux plans.
- Mobiliser et coordonner les expertises techniques nécessaires pour la bonne mise en œuvre du projet.

Tâches :

Liste non-exhaustive.

- Planifier, coordonner et superviser le travail de l'équipe déployée sur le terrain.
- Planifier, préparer et mettre en œuvre les activités du projet, avec le concours d'experts court-terme et prestataires mobilisés pour certaines activités spécifiques.
- Préparer et actualiser le chronogramme des activités et le planning de l'équipe.
- Dans le champ de compétence des experts techniques déployés, élaborer et suivre l'exécution des lots de travaux.
- Superviser la progression du projet, veiller à l'utilisation la plus efficace et la plus pertinente qui soit des ressources et engager des actions correctives si nécessaire, en respectant les modalités et procédures établies par Expertise France.
- Assurer un rapportage régulier à la direction du projet d'Expertise France, portant tant sur les activités du projet que sur l'évolution globale de la situation dans la zone d'intervention.
- Rédiger/superviser/consolider l'élaboration des rapports de progression (intermédiaires et finaux) par l'équipe et les finaliser, selon les directives d'Expertise France.
- Préparer et superviser les activités de visibilité, de communication et de capitalisation du projet et, au besoin, du programme.
- Identifier les risques et incidences associées à la mise en œuvre des activités, proposer à la direction de projet les mesures correctives et mettre en œuvre les plans d'adaptation le cas échéant.

D. LOGISTIQUE

Le programme est installé à Bamako au Mali, dans des bureaux mutualisés avec d'autres projets mis en œuvre par Expertise France. L'évolution du contexte sécuritaire et/ou diplomatique pourra amener une relocalisation du bureau terrain du projet.

E. PROFIL RECHERCHE

Essentiel

- Diplôme universitaire ou équivalent en droit, en droit, relations internationales, sciences politiques, ou toute autre discipline pertinente par rapport aux termes de référence ;
- Expérience préalable de 7 ans minimum dans le développement et/ou la gestion de projets dans le secteur de la réforme des systèmes de sécurité ;
- Expérience(s) professionnelle(s) à l'étranger, dans des contextes de crises et de fragilités et/ou au sein d'une administration à des fonctions impliquant une collaboration avec les forces de défense et/ou de sécurité ;
- Connaissance du milieu de la coopération internationale et des institutions régionales/sous régionales ;
- Excellente maîtrise de la gestion de projets pour des bailleurs institutionnels, dans le secteur de la réforme des systèmes de sécurité ;
- Excellente compréhension de tous les aspects de la qualité des projets et programmes, et des méthodologies de projet « sensibles au conflit » et leur opérationnalisation sur le terrain ;
- Aptitude avérée à coopérer et à négocier avec des partenaires locaux et institutionnels ainsi qu'avec des représentants du gouvernement ;
- Aptitude à manager des équipes, à gérer et résoudre des conflits et difficultés inhérentes à la vie d'un projet ;
- Compétence à coordonner le travail d'experts (à distance comme en présentiel) ;
- Excellentes compétences en communication, capacité de s'adapter à un environnement multiculturel diversifié. Qualités de patience, de tact et de diplomatie ;
- Aptitude au travail d'équipe, flexibilité, sens de l'organisation et réactivité ;
- Aptitude rédactionnelles confirmées (rapports, notes de synthèse, stratégies etc.) ;
- Bonne maîtrise des logiciels de gestion de projets et de logiciels de suivi/évaluation (collecte et d'analyse de données, visualisation, etc.), Word, Excel, et Power Point, outils de visio-conférence, logiciels de gestion du cycle de projet ;
- Français et anglais courant.

Souhaité

- Bonne connaissance des thématiques portées par le pôle RFDS (réforme du secteur de sécurité, lien de confiance entre forces de sécurité et populations...) ;
- Une expérience de travail antérieure dans la région Sahel serait un atout ;
- Connaissance des institutions et du contexte politique et militaire au Sahel ;
- Connaissance des acteurs et de la mise en œuvre de projets européens serait un atout ;
- La maîtrise ou la compréhension des règles de passation de marchés publics est un atout.

Documents à fournir :

Les candidatures doivent être envoyées via la plateforme de recrutement GEX d'Expertise France et doivent impérativement comporter un CV et une Lettre de motivation précisant la référence du poste (2021/CDTA/7216). Les dossiers incomplets ne seront pas évalués.

Passée votre candidature et sans réponse de notre part dans un délai de deux mois, veuillez considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur dossier dans les meilleurs délais, Expertise France se réservant la possibilité de procéder à la présélection avant cette date.